

Service Protection et Gestion de l'Environnement

Unité Gestion de l'Eau

ARRÊTÉ

imposant des prescriptions particulières applicables aux travaux de réalisation d'un forage de captage pour l'alimentation en eau de bassins d'élevage d'alevins de moins de 5 mois au lieu-dit « Etang-La-Forêt » sur la commune de BOULIGNEUX

**La préfète de l'Ain,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.211-1 et suivants, L.214-1 et suivants, L.216.1 et suivants, R.211-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mai 2013 relatif à l'organisation administrative de la police de l'eau dans le département de l'Ain ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 2 février 2022 de la préfète de l'Ain portant délégation de signature au directeur départemental des territoires de l'Ain ;

Vu la décision du directeur départemental des territoires du 3 février 2022 portant subdélégation de signature en matière de compétences générales ;

Vu la déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 31 mars 2022 et complétée le 11 avril 2022, présentée par la société ALVIDOMBES – 01700 NEYRON, représentée par Madame PINGEON, relative à la création d'un forage de captage pour l'alimentation en eau de bassins d'élevage d'alevins de moins de 5 mois au lieu-dit « Etang-La-Forêt » sur la commune de BOULIGNEUX ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 14 avril 2022 ;

l'objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire la préfète (direction départementale des territoires), le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 5 – Accès aux installations

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues aux articles L.171-1 et L.172-1 et suivants du code de l'environnement. Cet accès concerne les aménagements autorisés par le présent arrêté. Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent se faire communiquer et prendre copie des documents relatifs au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté, quel que soit leur support et en quelques mains qu'ils se trouvent, et qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission (articles L.171-3 et L.172-11 du code de l'environnement).

Article 6 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 – Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté est transmise à la commune de BOULIGNEUX pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la direction départementale des territoires (DDT) par le maire.

L'arrêté est mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État durant une période d'au moins six mois.

Article 9 – Voies et délais de recours

Cette décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, y compris par voie électronique via le site www.telerecours.fr, dans les conditions fixées par l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, dans les 4 mois à compter du 1^{er} jour de la publication ou de l'affichage du récépissé.

Les recours administratifs qui peuvent être déposés dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision prolongent les délais de recours contentieux de 2 mois.

Article 10 – Exécution

Le directeur départemental des territoires de l'Ain et le maire de la commune de BOULIGNEUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire est adressé, pour notification, à la société ALVIDOMBES, représentée par Madame PINGEON, maître d'ouvrage.

Fait à Bourg en Bresse,

Par délégation de la préfète,
Le directeur,

Le Directeur,



Signé numériquement par
Guillaume FURRI
Date : 21-05-2022 09:48:21



*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Protection et Gestion de l'Environnement
Unité Gestion de l'Eau

Entreprise ALVIDOMBES
Madame Loïs PINGEON
9 rue de Saint-Didier
01700 NEYRON

Référence : 20220524LetPetitionnaireArrete
Vos réf. :

Affaire suivie par : Myriam CROUZIER
ddt-spge-ge@ain.gouv.fr
tél. 04 74 50 67 40

Bourg en Bresse, le 24 mai 2022

Madame,

Votre dossier de demande de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, concernant le projet de création d'un forage de captage pour l'alimentation en eau de bassins d'élevage d'alevins de moins de 5 mois, au lieu-dit « Etang-La-Forêt » sur la commune de BOULIGNEUX, a fait l'objet d'un récépissé de déclaration en date du 14 avril 2022.

Suite à l'instruction technique menée par le service police de l'eau, votre dossier est déclaré complet et régulier au sens de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Néanmoins, il est apparu nécessaire de prendre des prescriptions complémentaires qui vous ont été soumises pour avis par lettre du 11 mai 2022, à laquelle vous avez répondu le 17 mai 2022.

Vous trouverez, ci-joint, l'arrêté préfectoral du 21 mai 2022 pris en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement fixant ces prescriptions. Vous pouvez désormais commencer les travaux.

Je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef de service,

Signé numériquement
par Jean ROYER
Date : 24-05-2022 17:
07:54

PJ : arrêté de prescriptions du 21/05/2022